

La voix de l'opposition de gauche

La causerie du jour ne tient pas compte des infos de la veille, il est 16h36 et je n'ai pas encore eu le temps de me connecter à Internet.

● [Causerie au format pdf \(pages\)](#)

Une expérience personne et un enseignement.

J'ai dépensé 5 000 roupies de moins que prévu lors de l'achat d'un scooter, on m'a livré un scooter équipé d'un frein à tambour à l'avant au lieu d'un frein à disque ; j'ai appris avant-hier que ma facture d'électricité n'était que de 1 010 roupies pour les deux derniers mois, alors que je m'attendais au double ou au triple, c'est l'été et la climatisation fonctionne toutes les nuits, et je dois arroser le jardin tous les jours, donc utiliser le moteur pour remplir le réservoir ; j'ai reçu la facture de Vodafone (Internet), 471 roupies, alors que deux mois plus tôt j'avais payé 2.380 roupies, et 930 roupies le mois dernier, pour le même abonnement ; et pour finir, lundi je vais acheter 4 kilos de sucre et 10 oeufs, le commerçant me fait payer 110 roupies au lieu de 180, il avait mis 2 kilos de sucre dans deux sacs plastiques et au moment de faire la facture il a compté 1 kilo dans chaque sac, je m'en suis immédiatement aperçu et je n'ai rien dit, j'irai lui rendre ses 70 roupies, certes, lui et son épouse n'ont pas l'air très sympathique, mais ils travaillent 7j/7 et leur boutique est misérable, visiblement ils sont pauvres et ce sont des travailleurs comme les autres finalement, je n'ai pas à les juger, donc je ne vais tout de même pas les voler, ce serait contraire à mes idées, tu ne voleras pas, sauf les riches !

Tout cela pour dire qu'en quelques jours (du 9 au 13 mai) à quatre reprises la même expérience s'est reproduite ou j'ai moins dépensé d'argent que prévu, ce qui était quatre bonnes nouvelles parce que je ne suis pas bien riche non plus avec ma retraite de 350 euros et mes économies qui m'en rapportent 150. Bref, c'était plus que des coïncidences.

C'est comme si des faits sans rapport apparent les uns avec les autres étaient liés en réalité par quelque chose d'indéfinissable... On dit souvent que les emmerdements n'arrivent jamais seuls, qu'ils s'enchaînent, et on se demande toujours quand est-ce que cela va s'arrêter, et bien c'est aussi valable dans le sens inverse ou pour les bonnes nouvelles.

Ce qui est marrant, c'est que tout semble lié sans qu'on en ait conscience parce qu'on ne peut pas penser à tout, la vie quotidienne est faite de milliers de petits détails en apparence insignifiants, à côté desquels on passe et il ne peut en être autrement. Je crois en revanche que notre comportement va déterminer une suite d'évènements qui s'inscriront dans la même direction suivant une logique qui nous échappe, et que nous attribuons habituellement au hasard par ignorance.

Notre état d'esprit doit y être pour quelque chose, selon qu'on a un comportement conforme à nos idées ou au contraire qu'on est hypocrite ; l'hypocrite sera voué finalement à une vie misérable et ne sera jamais heureux quelle que soit par ailleurs sa condition, mais pas seulement. La vie nous réserve des épreuves inattendues pour tester nos convictions, qu'elles soient fondées ou non, selon que cette épreuve est agréable ou pénible, notre réaction déterminera une suite d'évènements qui généralement se dirigeront dans la même direction.

Mon attachement à l'argent, si je puis employer cette expression désagréable, se réduit à un instinct de survie, au-delà cela ne m'intéresse pas et je le distribue ou j'en fais profiter mon entourage, je pense que c'est pour cette raison que j'ai réussi à m'en sortir sur ce plan-là, j'ai

même refusé de faire fortune, car cela m'aurait forcé à renier mes principes et je ne le regrette pas, bien au contraire, je crois même que c'est ce qui m'a porté chance.

J'irai encore plus loin, je suis convaincu que depuis mes 19 ans et ma découverte du marxisme, ce sont mes idées que j'ai parfois malmenées, qui ont guidé le cours de mon existence, tous les événements que j'ai vécus. Par exemple, j'avais rencontré la femme qui devait devenir ma première épouse quand je militais à l'OCI, après la naissance de notre fille elle m'obligea littéralement à cesser de militer (en 1981), sans quoi elle me menaçait de divorcer immédiatement, j'ai cru sauver notre couple, en vain, puisque nous devions divorcer 7 ans plus tard, ce qui signifiait quelque part que contrairement à ce que nous avons imaginé, nous n'étions pas fait pour vivre ensemble ou tout du moins jusqu'à la fin de nos jours, c'est ce que nous allons vérifier maintenant.

Pour autant, je n'allais jamais renier mes idées, qui, si elles n'étaient plus représentées sur le plan politique, continueraient d'exister sous la forme de principes que je pourrais (ou non) mettre en pratique dans la vie quotidienne, ce serait donc les mêmes principes qui guideraient mon comportement, de telle sorte que le lien qui existait entre mes idées et mes principes ne serait jamais réellement rompu, pour finalement renouer avec le militantisme 20 ans plus tard, le 11 septembre 2001, le jour de mes 46 ans. Quant à l'attitude de ma compagne, elle fut logique, puisque ce qui avait présidé à notre rencontre (lors d'une diffusion un dimanche matin sur un marché) n'existait plus, nous avons tous les deux démissionnés de l'OCI, nous n'avions plus rien à faire ensemble. Et notre bébé, et bien il lui appartenait et lui seul existait dorénavant, moi je ne comptais plus du jour au lendemain et je devais disparaître, le premier prétexte trouvé ferait l'affaire ou bien elle l'inventerait, j'aurai d'ailleurs le droit à plusieurs versions, peu importe, elle ne m'avait pas aimé pour ce que j'étais, c'est ce que je retiendrai.

En dernière analyse, nos voies divergèrent parce que nous ne partagions ni les mêmes idées ni les mêmes principes ou nous n'y étions pas tant attachés. Elle me reprocha de l'avoir pris pour ce qu'elle n'était pas, de l'avoir idéalisée, mais c'était parce que j'étais porté par un idéal qu'elle estimera hors de sa portée, tandis que je pensais au contraire qu'on pouvait toujours essayer de s'en rapprocher en demeurant fidèle à un certain nombre de principes qu'on avait adoptés, et que rien ne pourrait les remettre en cause. Je m'étais trompé.

L'histoire de l'Inde où j'ai atterri et finirai mes jours, elle ne vient pas spécialement de moi, elle ne colle pas avec ce que j'étais avant de rencontrer cette femme, c'est un concours de circonstances toutes liées ou presque à elle qui m'ont conduit à prendre cette nouvelle direction, cette expérience indienne aux multiples rebondissement est une sorte de très longue parenthèse dans ma vie, puisqu'elle ira maintenant jusqu'à son terme. En même temps, elle me ramenait à la période que j'avais connue avant de militer, où un lien ténu me reliait à l'Inde, sans que je n'aie jamais envisagé de près ou de loin d'y aller m'y installer un jour, cette idée ne m'était jamais venue à l'esprit. J'étais très casanier, pantouflard, je n'avais jamais voyagé et cela ne me manquait pas. J'étais très timide et je ne me voyais pas me lancer seul à l'aventure à l'autre bout du monde, rien que cette idée m'aurait effrayé à l'époque. En fait, à part l'encens, le parfum et quelques bricoles exotiques, je n'étais pas plus que cela attiré par l'Inde, j'allais oublier le cannabis qu'on pouvait trouver aussi bien au Maroc ou ailleurs.

Mes lectures philosophiques m'avaient conduit au marxisme qui devait guider le restant de mes jours. Je n'avais donc aucune raison de dévier de cette voie ou de faire marche arrière, car j'étais animé par le principe qu'à défaut de progresser dans la vie, on serait voué à régresser, et n'y tenant pas du tout, toute autre attitude de ma part ne pouvait être que le produit d'une influence extérieure ou d'un concours de circonstance que je ne maîtriserai pas.

Si la mère de ma compagne n'avait pas travaillé chez une vieille femme qui était liée à l'Inde, et dont on allait récupérer à sa mort une partie de sa bibliothèque consacrée à l'hindouisme et au bouddhisme, aux explorateurs les plus célèbres et d'autres moins connus, si le comité d'entreprise

de l'organisme où ma compagne travaillait n'avait pas organisé un voyage à Sri Lanka un an avant notre séparation, sans doute que jamais je n'aurais mis les pieds en Inde.

Lorsque j'y partis, sans savoir pourquoi j'emmenai notamment une centaine d'ouvrages des marxistes que je n'avais pas ouverts depuis près de dix ans, et qui allaient me servir à partir du 11 septembre 2001. L'idée de m'en séparer m'était insupportable, dans la mesure où ma bibliothèque constituait en quelque sorte ma mémoire, coïncidait avec mes expériences, c'était toute ma vie, qui finalement disparaîtra lors du tsunami de décembre 2004, un mauvais tour du sort, mais peut-être pas, car c'est à partir de ce moment-là que je résolus de penser par moi-même et non plus par l'intermédiaire des marxistes ou de qui que ce soit d'autres, c'était le meilleur moyen de rompre définitivement avec le dogmatisme auquel je m'étais raccroché en 2001 faute d'avoir atteint un niveau théorique suffisant. Dorénavant, coûte que coûte je devais améliorer ma maîtrise de la méthode du marxisme pour trouver les réponses à toutes les questions que je me poserais, au lieu de laisser le soin à d'autres de le faire à ma place, et je me tins à cet engagement.

C'est ce qui me permit d'acquérir une confiance en moi qui m'avait toujours fait défaut, je décidai enfin de me doter d'une personnalité, à 45 ans passé, comme quoi il ne faut jamais désespérer, moyennant beaucoup d'efforts et de sacrifices cela va de soi. Malheur à ceux qui sous prétexte que la société leur en impose pour finalement avoir une vie monotone, abrutissante ou médiocre, renâclent à produire le moindre effort pour s'élever au-dessus de leur condition. La société leur impose le pire et ils s'en accommodent, et quand ils ont l'occasion de goûter au meilleur ils passent à côté ou ils le rejettent avec dédain, le plus souvent parce que cela ne vient pas d'eux-mêmes, mes lecteurs adopteront peut-être le même réflexe en lisant ces lignes, je l'ignore, si c'était le cas, qu'ils sachent que cela ne leur portera pas chance, il faut en avoir conscience, car on traite ici des lois générales qui régissent toute chose, y compris leur propre existence, ma propre expérience servant ici uniquement de support à une démonstration, et puis il est normal que je parle de ce que je connais le mieux.

En conclusion, j'ai eu beau m'égarer pendant de longues années, en vivant en Inde j'allais être confronté quotidiennement à une situation sociale et à des drames effroyables, qui pour peu que je saisisse le fil ténu de mon passé de jeune militant révolutionnaire, devait me ramener sur la voie du combat politique pour le socialisme. Je pense que si pendant les brèves années où j'avais étudié le marxisme à la fin des années 70, je n'avais pas acquis (même en grande partie inconsciemment) les éléments de base de la dialectique, ce fil aurait sans doute été rompu définitivement.

Le rapport de cause à effet, qui concourt aux différentes étapes de la transformation quantitative et qualitative de la matière jusqu'à notre comportement ou les moindres détails du cours de notre existence, constitue l'élément primordial de la logique que nous devrions nous employer à repérer dans chaque représentation, fait ou expérience passée, présente ou à venir. Je crois que cela nous faciliterait la vie et nous aiderait à nous orienter, y compris ou surtout en politique.

C'est la condition indispensable pour développer sa conscience ou pour parvenir à penser aussi librement que possible, du reste, quels que soient le niveau de connaissance que nous avons acquis ou les expériences que nous avons vécues. Ces deux derniers facteurs n'étant pas une fin en soi, il suffit de saisir la logique qui les parcourt pour les interpréter correctement ou en prendre la juste mesure, ensuite cela nous sera fort utile pour affronter les aléas de l'existence que la société nous impose, et d'une certaine manière cela nous permettra de donner un sens à notre vie, ce qui manque cruellement à la plupart des hommes.

J'allais oublier de préciser que lorsque ce genre de coïncidences ont tendance à se renouveler, c'est plus que des coïncidences comme on vient de le voir, au-delà je me dis que cela signifie aussi que je suis là où je devais être ou que mon comportement est en adéquation avec un certain nombre de facteurs, bref, que tout est l'ordre des choses et qu'il ne faut surtout rien changer.

J'avais la tête ailleurs.

J'ai complètement oublié la manifestation nationale à Paris du 13 mai initiée par le POID.

Après le 1er mai, le 5 mai, l'annonce d'une autre manifestation le 26 mai, cela m'est complètement sorti de l'esprit, surtout qu'à côté quotidiennement je suis informé des nombreuses manifestations qui ont lieu un peu partout dans le monde. Vous m'en excuserez, j'avais appelé à y participer.

Je soupçonne LFI d'avoir multiplié les appels à des manifestations pour noyer celle du 13 mai. Il faut dire aussi qu'il ne fallait pas être très futé pour décider une manifestation au mois de mai, vous me direz qu'elle aurait eu lieu à un autre moment et le résultat aurait été le même...

A propos du dernier éditorial de la Tribune des travailleurs

Malgré les réserves ou les critiques que je formule, j'en partage le contenu pédagogique et l'orientation, en finir avec le capitalisme.

Je ne suis pas certain qu'il soit bien avisé de mettre en avant la formule de Marx « *l'émancipation des travailleurs soit l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* », car dans le contexte actuel elle pourrait davantage être interprétée par chacun pour soi, plutôt qu'un appel à l'action collective ou à l'unité de notre classe.

Quant à "l'exigence du retour au monopole d'État", lequel, sous quel régime, elle va semble-t-il de paire avec "le retour à la démocratie" qui n'a jamais existé, elle semble tout aussi mal avisée en l'absence de toute alternative crédible au capitalisme à l'horizon, qu'on se mette dans la peau d'un travailleur ou d'un militant, puisqu'il ne s'agit pas de ce qu'ils ont ou pas dans la tête, mais de la réalité.

C'est apparemment toujours aussi difficile de manier la dialectique et de ne pas tomber dans le dogmatisme. On nous rétorquera qu'il s'agissait de pédagogie et non de démagogie, encore faudrait-il n'avoir pas franchi dans le passé une multitude de fois la frontière qui les sépare pour qu'on veuille bien le croire.

Dans certaines conditions une réforme sociale ou une mesure progressiste peut favoriser la prise de conscience de la classe ouvrière de sa condition et servir de levier pour envisager de changer la société, et dans d'autres conditions la même réforme ou la même mesure servira à mieux la diviser et à l'enchaîner à la société capitaliste ou constituera un handicap pratiquement insurmontable à tout changement de régime.

Quand on évoque les fonctionnaires, les services publics, les entreprises nationalisées, on oublie de préciser qu'ils s'inscrivent dans le cadre du capitalisme d'Etat, et que contrairement à ce qu'on nous raconte ils servent davantage les intérêts du capitalisme plutôt que ceux des travailleurs. On ne vous dit pas que l'Etat et son budget de fonctionnement, les organismes publics ainsi que les entreprises nationalisées sont tous lourdement endettés auprès du marché depuis 1973.

Ensuite on nous explique qu'ils auraient échappé à l'emprise du marché, pour ainsi dire du capitalisme, comme si les travailleurs avaient les moyens d'exercer sur eux un quelconque pouvoir de contrôle, ce qui n'est que pure baliverne ou illusion. Il serait plus juste de reconnaître qu'ils sont associés à leur gestion par le biais des syndicats corrompus, offrant ainsi aux actionnaires rentiers du marché une double garantie à côté de celle de l'Etat.

On nous dit encore que ce serait un bienfait que les travailleurs de ce secteur économique bénéficient d'un statut spécial, alors qu'en réalité il en a fait des privilégiés qui ont plus intérêt à louer les vertus du régime plutôt que le combattre pour le renverser, il en va de même de

l'aristocratie ouvrière, des couches supérieures du prolétariat dont ils ont acheté la neutralité ou conduit à la passivité, tandis que généralement leurs mobilisations ont un caractère corporatiste.

Là où ils n'existent pas, les pays sont demeurés sous-développés ou présentent les stigmates de pays sous-développés, les Etats-Unis par exemple, où les infrastructures, les écoles, les hôpitaux sont en partie délabrés, dignes d'un pays comme l'Inde, parfois en pire. Autrement dit, leur développement a accompagné la marche en avant du capitalisme vers l'impérialisme, ils sont l'apanage des puissances occidentales qui dictent leur loi à la terre entière ou influencent l'évolution de la situation mondiale.

Qu'il faille défendre le statut des fonctionnaires, cela va de soi, c'est un devoir, mais ce n'est pas une raison pour raconter des histoires aux travailleurs et aux militants, et évidemment aux fonctionnaires qui ignorent pratiquement tout ce qu'on vient de rappeler très sommairement.

Le capitalisme d'Etat a toujours été au service des capitalistes et non des travailleurs, des assurés sociaux ou je ne sais quoi encore. Les capitalistes se sont suffisamment enrichis pour prendre la relève de l'Etat dans de nombreux secteurs économiques électricité, gaz, transport, télécommunication, qui sont devenus rentable du fait de l'augmentation de la population et de l'élévation de son niveau de vie.

Il est bon de signaler ici une autre imposture, qui consiste à prétendre que les agents de l'Etat ne seraient pas exploités, et que l'Etat qui les emploie n'exploiterait personne d'autres, une fois admis qu'il exploiterait ses propres travailleurs pour le compte des capitalistes ou du marché comme on l'a vu précédemment, autrement dit toutes les matières premières ou les produits finis qui proviennent du monde entier et qu'utilisent les services publics et les entreprises nationalisées, proviendraient de travailleurs (mineurs, etc.) qui ne seraient pas soumis au régime de l'exploitation capitaliste, le tout sous prétexte que les fonctionnaires fourniraient un service à la population qui n'aurait pas de prix.

Pour ainsi dire, il faudrait en conclure qu'on est en présence d'un Etat idéal, philanthropique, partant de là, comment voulez-vous que les fonctionnaires prennent conscience de leur condition, qu'ils comprennent que cet Etat n'est pas le leur et qu'ils doivent s'en débarrasser, tout semble fait au contraire pour qu'ils n'y parviennent jamais. D'ailleurs, entre nous, sincèrement, avez-vous déjà lu ce genre d'argumentation quelque part ?

Les oligarques ont amassé une telle fortune en quelques années qu'ils sont en mesure de tout acheter, même ce qui n'est pas rentable, depuis que leur statut de faux monnayeurs combiné à la dette des Etats, des entreprises, des particuliers leur permet de s'enrichir toujours plus, je n'invente rien, vous lirez plus loin comment Arcelor-Mittal "a cumulé plus de 7 milliards de pertes entre 2009 et 2016 (et) a versé 3,3 milliards de dividendes sur la même période." (Libération 13.05). Même ces gigantesques pertes sont devenues sujettes à spéculation et enrichissement !

Hier, les crises du capitalisme coïncidaient avec l'incapacité des capitalistes à faire fructifier leur capital accumulé dans des (nouveaux) placements rentables, dorénavant ils ont contourné cette contradiction du capitalisme, ce qu'on s'obstine à ne pas vouloir admettre et donne lieu par voie de conséquence à des analyses ou des positions erronées ou à s'enfermer dans un dogmatisme qui nous sera fatal, si on n'y met pas un terme très rapidement. A suivre.

Gangstérisme ou pillage à grande échelle.

- Au CAC 40, les gros porteurs raflent la mise - Liberation.fr 13.05

Grille de lecture

LVOG - Quelqu'un daignera-t-il se demander pourquoi, pourquoi tiennent-ils à concentrer le plus rapidement possible une telle fortune au détriment du reste de la population ? Et pourquoi en diffusant eux-mêmes cette information tiennent-ils tant que cela à ce que nous sachions à quoi nous en tenir, l'ONG Oxfam est financé par le milliardaire Georges Soros, notamment ?

J'ai déjà répondu à ces questions dans de précédentes causeries auxquelles je vous renvoie, je n'ai pas le temps de me répéter sans cesse, désolé.

Liberation - ...les bénéficiaires des grands groupes concernés (CAC40 - nldr) ont bondi de 60 % entre 2009 et 2016, pour culminer à plus de 93 milliards d'euros en 2017. Des profits «records» obtenus en exerçant «une pression à la baisse» sur les effectifs, les salaires et les fournisseurs, mais aussi grâce à «l'évasion fiscale»...

Au total, sur les quelque 600 milliards de profits accumulés de 2009 à 2017, les entreprises du CAC 40 ont reversé 407 milliards d'euros de dividendes à leurs actionnaires. Sur la seule année 2017, ces derniers ont reçu 51 milliards d'euros, contre 31 milliards en 2009.

... sur la période 2009-2016, a calculé Oxfam, le taux de redistribution des profits en faveur des seuls actionnaires a été de 67 %. Sur 100 euros de bénéfices engrangés, les géants du CAC ont ainsi reversé en moyenne 67,4 euros de dividendes à leurs actionnaires, ne laissant que 27,3 euros pour le réinvestissement (dans l'outil industriel, l'innovation, la recherche...) et 5,3 euros pour les salariés... C'est simple, entre 2009 et 2016 «la rémunération des actionnaires a progressé plus de 4 fois plus vite que celle des salariés», selon Oxfam. Et loin du mythe du petit porteur, c'est une minorité fortunée qui en a surtout bénéficié : selon Euronext, le premier détenteur d'actions du CAC 40 n'est autre que le groupe familial du PDG de LVMH, Bernard Arnault (3,2 %), devant l'Etat français (3 %), la famille Bettencourt-Meyers qui contrôle L'Oréal (3 %), et des fonds anglo-saxons comme BlackRock et Vanguard.

Entre 2009 et 2016, les entreprises les plus généreuses avec leurs actionnaires ont été Total et Sanofi : en tout, elles leur ont respectivement reversé 43,5 et 37,9 milliards d'euros. Le géant pharmaceutique a consacré en moyenne 95 % de ses bénéfices pour servir ses actionnaires. En troisième position sur le podium, le cas d'Engie (27,6 milliards d'euros) interpelle : les dividendes versés par l'ex-GDF-Suez ont été en moyenne «trois fois supérieurs à ses bénéfices depuis 2009» ! Ce qui veut dire que l'entreprise s'endette pour mieux rémunérer ses actionnaires. Arcelor-Mittal va encore plus loin : alors que le sidérurgiste a cumulé plus de 7 milliards de pertes entre 2009 et 2016, il a versé 3,3 milliards de dividendes sur la même période.

Dans le même temps, les salariés n'ont reçu que des miettes, quand ils n'étaient pas victimes d'un plan social. Pourtant, leur fiche de paie aurait pu nettement progresser : si les entreprises du CAC s'étaient contentées de maintenir leur niveau de dividendes de 2009 jusqu'en 2016 et avaient décidé d'augmenter les salaires, «l'ensemble des travailleurs du CAC 40 auraient pu voir leurs revenus augmenter de 2 000 euros par an et par employé», calcule Oxfam.

La rémunération des patrons du CAC a ainsi bondi de 46 % depuis 2009, progressant plus de deux fois plus vite que la moyenne des salaires dans leurs entreprises et quatre fois plus vite que le smic. Le PDG de Renault, Carlos Ghosn, est devenu un symbole de la glotonnerie des grands patrons français : entre 2009 et 2016, sa rémunération a explosé de 469 %, passant de 1,2 à 7 millions d'euros. Et c'est sans compter son salaire équivalent chez Nissan. Carrefour (9,7 millions en 2016), Sanofi (9,6 millions) et L'Oréal paient encore mieux leur boss. En moyenne, en 2016, les PDG du CAC 40 ont gagné 257 fois le smic et 119 fois le salaire moyen au sein de leur entreprise (contre 9 fois en 2009). Parmi les champions des écarts de salaires : Carrefour (306 fois), LVMH (270 fois) et Danone (227 fois). liberation.fr 13.05

Ils étaient ainsi depuis un siècle et on a fait comme si on ne le savait pas.

A ceux qui ont une mémoire sélective ou en manquent singulièrement, dont les dirigeants réécrivent l'histoire, y compris celle de la lutte de classes au fur et à mesure que les générations passent pour justifier les positions qu'ils avaient adoptées dans le passé vis-à-vis du PS et du PCF et dont ils sont fiers, qu'il nous soit permis d'en avoir honte quand on y a été mêlé.

La question coloniale n'était pas seulement une question politique, c'était surtout et avant tout une question économique, car jamais le capitalisme français n'aurait pu se développer et accéder au stade de l'impérialisme, devenir une puissance mondiale au XXe siècle sans le colonialisme, débouchant sur réserve d'esclaves et de matières premières à bas coût.

Donc en dernière analyse cette question est capitale pour comprendre comment et pourquoi le capitalisme français a trouvé un allié dans le mouvement ouvrier et l'aristocratie ouvrière, qu'il a pu corrompre au moyen des profits gigantesques tirés de ses colonies. Ce qu'Engels avait décrit à propos de la classe ouvrière britannique vaudra pour toutes les puissances occidentales.

La politique adoptée par le PS et le PCF entre les deux guerres mondiales, puis après la Seconde Guerre mondiale jusqu'au début des années 80, consista à réclamer des réformes sociales en échange en toile de fond de l'alliance de l'aristocratie financière et de l'aristocratie ouvrière (C'est l'oligarchie qui investira dans les colonies une partie du capital qu'elle avait accumulé et non le petit capitaliste.). Cela se traduira par une répartition des richesses plus généreuses envers la classe ouvrière, tandis que l'aristocratie financière renforçait son pouvoir (au détriment de la classe ouvrière) en vue de l'étrangler le moment venu, pendant que le PS et le PCF l'abandonneront à son triste sort ou ils la laisseront se faire dépouiller de tous ses acquis sociaux quand ils n'y collaboreront pas directement.

Vous connaissez la suite, le PCF en sortira laminé, le PS explosera et sera réduit à une portion congrue, la classe ouvrière mais aussi les classes moyennes se retrouveront sans parti, sans direction, et le parti de l'oligarchie n'aura plus qu'à se baisser pour s'emparer du pouvoir en la personne de Sarkozy, puis Hollande et enfin Macron pour terminer le sale boulot et imposer sa politique ultra réactionnaire, cette fois sans contrepartie, pas même des miettes pour l'aristocratie ouvrière à laquelle il a décidé de s'attaquer, une fois le mouvement ouvrier détruit de l'intérieur.

L'impérialisme figurait dans les gènes du capitalisme dès son avènement. Il ne prit son essor et supplanta le système féodal, que dès lors qu'il guerroya et parcourut les océans pour ne plus jamais cessé jusqu'à nos jours. Ce sont les banquiers et les riches bourgeois qui avaient accumulé des fortunes, qui furent à l'origine du développement du capitalisme mondial ou du marché mondial, de l'impérialisme, une fois les forces productives libérées du mode de production féodal. Et l'industrialisation allait concourir à accroître leur puissance démesurément au point que l'oligarchie financière supplantera tous les secteurs économiques et finira par détrôner les industriels bourgeois. A l'étape suivante et finale de l'impérialisme, elle s'emparera du pouvoir politique, de tous les pouvoirs.

L'amélioration de la condition ouvrière au cours du XXe siècle est autant le produit de ce processus économique (ou du développement du capitalisme) que de la lutte de classe, et le colonialisme, les guerres de rapines en furent le pendant, sauf que tout fut entrepris pour le prolétariat ne puisse jamais en prendre conscience, abusé par des dirigeants corrompus qui ont flatté et instrumentalisé son aspiration légitime au bien-être en adoptant une politique réformiste, réactionnaire, de droite, au lieu d'adopter une politique socialiste, révolutionnaire, de gauche.

Une fois que la social-démocratie avait trahi (1914) et que le PC s'était stalinisé (1925), la nature de ces partis avait changé et leur origine ouvrière ou socialiste à laquelle on allait s'accrocher obstinément ou désespérément avait disparu ou pire, elle allait servir de couverture aux fossoyeurs du socialisme que ces partis étaient devenus, désormais leur seul raison d'être pour le compte du régime en place.

Partant de là, on comprend parfaitement pourquoi le PS (SFIO) et le PCF (PC) furent colonialistes, impérialistes et le demeurent encore de nos jours. En revanche, au regard de l'influence capitale de ce facteur sur l'évolution de la situation sociale et politique, de la société, on se demande comment nos dirigeants ont pu le sous-estimer ou ne pas comprendre qu'il constituait la trame de fond du développement de la situation mondiale présente et à venir, des rapports qui existaient entre les différents acteurs politiques et les institutions, l'Etat, à côté desquels l'influence de l'origine ouvrière ou socialiste lointaine de ces partis ne devait cesser de décroître jusqu'à pratiquement disparaître au cours des décennies suivantes, et qu'au lieu de la considérer comme un avantage, elle constituait un handicap, un boulet qui tirerait l'ensemble du mouvement ouvrier en arrière plutôt qu'en avant, et que plus tôt on s'en débarrasserait mieux cela vaudrait, au lieu de quoi nos dirigeants firent en sorte de les rendre indispensables au mouvement ouvrier, qu'ils finirent par pourrir littéralement de l'intérieur au point de le rendre méconnaissable, impuissant, de le neutraliser pour ne pas dire pire encore.

Il y en a qui sont nostalgiques des "jours heureux" de la "Libération", des "Trente glorieuses"...

- Les horreurs du colonialisme et ses suppôts PS et PCF - Article extrait de "Le cri des travailleurs" n° 21, janvier 2006

Extrait.

- Le 8 mai 1945, des milliers de manifestants nationalistes (protestant contre la déportation du dirigeant nationaliste Messali Hadj dans l'extrême Sud du pays, puis au Gabon), sont abattus par l'armée française à Sétif et à Guelma en Algérie : expéditions punitives, ratissages, répression atroce pendant plusieurs semaines. En outre, l'armée française enlève et abat systématiquement les bestiaux pour affamer les villageois réfugiés dans les montagnes. « Certains douars, après le retour de leurs habitants, resteront sans ravitaillement pendant une assez longue période. »

À la même date, une révolte (moins connue) est elle aussi violemment réprimée à Douala au Cameroun. En novembre 1946, le bombardement du port de Haiphong fait 6 000 morts vietnamiens. En mars 1947, plusieurs milliers de Malgaches insurgés - entre 11 000 et 80 000 selon les estimations - sont massacrés. « La riposte coloniale se déploie sur deux plans que l'on pourrait appeler l'atrocité policière en ville, d'une part, et l'atrocité militaire à la campagne, d'autre part. » L'armée française torture, brûle et pille des villages, exécute sans jugement, largue des prisonniers depuis des avions, pour terroriser les populations des villages sur lesquels ces corps sont jetés. C'est bel et bien là une « terreur d'État », pratiquée directement par les gouvernements de la République française.

... et de la IVe République qui s'inscrit dans la continuité du Front populaire impérialiste, colonialiste. (LVOG)

PS et PCF, suppôts du colonialisme français d'hier... et d'aujourd'hui

Mais au fait, qui siège à l'époque dans ces gouvernements ? Des dirigeants socialistes et communistes ! Jusqu'en mai 1947, les gouvernements sont « tripartites » : « socialistes », « communistes » et membres du MRP. Les massacres en Algérie, en Indochine, au Cameroun et à Madagascar qui viennent d'être évoqués ont tous lieu sous l'autorité de gouvernements où participent la SFIO (PS) et le PCF, sous la présidence du « socialiste » Vincent Auriol !

Le PS (SFIO) a toujours soutenu la colonisation et la politique coloniale de l'impérialisme français

Comment expliquer pareilles avanies de la part de partis qui se réclament de la classe ouvrière et du socialisme ? Pour le comprendre, il faut rappeler que la social-démocratie classique a toujours

considéré que les « Lumières » pouvaient être apportées par les « civilisations supérieures » aux « inférieures ». C'est cette conviction qui fait dire à Jaurès lui-même, lors d'une conférence à l'Alliance française en 1884 : « Quand nous prenons possession d'un pays, nous devons amener avec nous la gloire de la France, et soyez sûrs qu'on lui fera bon accueil, car elle est pure autant que grande [...]. Là où la France est établie, on l'aime, là où elle ne fait que passer, on la regrette ; partout où sa lumière resplendit, elle est bienfaisante ; là où elle ne brille plus, elle a laissé derrière elle un long et doux crépuscule où les regards et les cœurs restent attachés. » Quatorze ans plus tard, Jaurès persiste et signe, en assurant encore : « Si quelques fous songeaient à dépouiller la France de son domaine colonial, toutes les énergies françaises et toutes les consciences droites dans le monde se révolteraient contre pareille tentative. » Léon Blum s'inscrit parfaitement dans cette continuité lorsqu'il affirme, dans une déclaration à la Chambre des députés en 1925 : « Nous admettons le droit et même le devoir des races supérieures d'attirer à elles celles qui ne sont pas parvenues au même degré de culture. »

Cela explique que les socialistes, une fois parvenus au pouvoir, assument complètement la politique coloniale française. En 1936, le Front populaire auquel participent la SFIO et le PCF propose tout au plus, dans son programme, une « commission d'enquête parlementaire sur la situation politique, économique et morale dans les territoires français d'outre-mer ». La seule avancée réalisée par le gouvernement du Front populaire est l'amnistie partielle de nationalistes croupissant dans les geôles françaises. Blum se risque aussi à un projet timoré et minimaliste à propos de l'Algérie, connu sous le nom de « projet Blum-Viollette » (Maurice Viollette est un député libéral) : il s'agit d'accorder la citoyenneté française à 25 000 Algériens, anciens gradés, soldats décorés, diplômés, fonctionnaires, élus et responsables syndicaux . En fait, devant la pression de la droite, Blum retire le projet. Plus tard, en 1947, le statut proposé pour l'Algérie par le « socialiste » Édouard Depreux (futur fondateur du PSU) et voté par les « socialistes » (sans susciter l'opposition des « communistes », qui se contentent de s'abstenir) entérine l'inégalité fondamentale entre colons et colonisés : deux collèges électoraux sont créés, le premier comprenant les « citoyens français de plein droit » et 58 000 « citoyens de statut local » parmi les « musulmans », le second réunissant 1 300 000 « musulmans » qui élisent une Assemblée algérienne. La voix d'un Européen vaut ainsi huit voix d'Algériens.

Et c'est toujours, officiellement, pour continuer à répandre les bienfaits de « civilisation » française en Algérie que le gouvernement du « socialiste » Guy Mollet se fait accorder tous pouvoirs (les fameux « pouvoirs spéciaux ») afin de prendre « toute mesure exceptionnelle en vue du rétablissement de l'ordre en Algérie ». Ce gouvernement envoie 400 000 jeunes du contingent et couvre les regroupements forcés de villageois et la torture pratiquée par l'armée française. Cette manière de mener la guerre en Algérie est parfaitement assumée par le président du Conseil « socialiste » : il rappelle à ses ministres, en novembre 1956, que « tout le monde est dans la même charrette. [Il n'y a] pas de politique Robert Lacoste [alors ministre résidant en Algérie]. Il s'agit d'une politique gouvernementale. » Mitterrand, s'il n'est pas encore membre du PS, est Garde des Sceaux de ce gouvernement Mollet, après avoir été ministre de l'Intérieur des précédents .

Le PCF stalinisé s'est vite rallié à la politique coloniale

Contre la politique de la SFIO, le parti communiste avait été fondé, en 1920, sur des bases révolutionnaires et anticolonialistes, dans le sillage de la révolution d'Octobre. La huitième des vingt et une conditions d'admission dans l'Internationale communiste, adoptées par le congrès de Tours en décembre 1920, est sans ambiguïtés : « Dans la question des colonies et des nationalités opprimées, les partis des pays dont la bourgeoisie possède des colonies ou oppriment des nations doivent avoir une ligne de conduite particulièrement claire et nette. Tout parti appartenant à la IIIe Internationale a pour devoir de dévoiler impitoyablement les prouesses de "ses" impérialistes aux colonies, de soutenir, non en paroles mais en fait, tout mouvement d'émancipation dans les colonies, d'exiger l'expulsion des colonies des impérialistes de la métropole, de nourrir au cœur des travailleurs du pays des sentiments véritablement fraternels vis-à-vis de la population laborieuse des colonies et des nationalités opprimées et d'entretenir parmi

les troupes de la métropole une agitation continue contre toute oppression des peuples coloniaux. » Suivant cette orientation, le jeune parti communiste s'engage fortement, au début des années 1920, dans le combat contre les opérations coloniales françaises, en particulier contre la guerre du Rif, au Maroc, en 1923.

Mais la soumission du parti communiste aux intérêts de la bureaucratie soviétique en voie de constitution sous la direction de Staline conduit à son abandon de l'anticolonialisme, comme de toute orientation réellement révolutionnaire. C'est au moment de la constitution du Front populaire que ce retournement traître se révèle dans toute son horreur : comme en bien d'autres domaines, et sur ordre de Staline, la lutte de classe est abandonnée en faveur d'une alliance nationale. « La France » doit désormais être défendue en tant que telle et son Empire colonial doit être protégé. Dès 1935, les députés du PCF votent au Parlement les crédits militaires du gouvernement Laval - donc en particulier les crédits des opérations coloniales -, contrairement à ce qu'ils avaient toujours fait depuis 1920. Le parti communiste, appelé jusqu'à présent Section Française de l'Internationale Communiste (SFIC) devient Parti communiste français et même bien français. Il reprend le drapeau tricolore nationaliste comme emblème à côté du drapeau rouge, et La Marseillaise comme hymne ajouté à L'Internationale. En mai 1945, les dirigeants du PCF, pour justifier la répression des manifestations nationalistes de Sétif et Guelma par le gouvernement tripartite auquel ils participent, les présentent comme un complot fasciste. L'Humanité invente de toutes pièces, le 12 mai, un complot de fonctionnaires de Vichy comme cause du soulèvement. Un mois plus tard a lieu le Congrès du PCF. Le représentant du Parti communiste algérien, Caballero, y affirme : « Ceux qui réclament l'indépendance de l'Algérie sont des agents conscients ou inconscients d'un autre impérialisme. Nous ne voulons pas changer un cheval borgne pour un cheval aveugle. » Et les congressistes applaudissent. Maurice Thorez affirme alors que les populations d'Afrique du Nord « savent que leur intérêt est dans l'union avec le peuple de France ». À la fin des années 1940, le parti communiste condamne « la pseudo-indépendance qui ne pourrait que renforcer l'impérialisme américain ». Après les dizaines de milliers de victimes de Madagascar, en 1947, le dirigeant communiste Georges Cogniot, dans L'Humanité, continue de vouloir sauver l'Union française (nouveau nom de l'Empire colonial). Pendant toute la durée du conflit algérien, le PCF réclame la « paix en Algérie » ou encore le « règlement pacifique de la question algérienne », passant sous le boisseau la revendication primordiale de l'indépendance. En fait, les députés communistes votent en 1956 les pouvoirs spéciaux au gouvernement de Mollet, Mendès-France et Mitterrand. La direction du PCF condamne les jeunes du contingent qui désertent et exclut ses propres membres déserteurs...

(Source : <http://mondialisme.org/spip.php?article612>)

Epouvantable, n'est-ce pas ? Et dire que pendant un demi-siècle et pour certains jusqu'à nos jours, on va s'adresser à cette pourriture, la ménager, lui faire la courte échelle, s'accommoder de tous ses crimes, dirigeants du PS et du PCF d'hier et d'aujourd'hui, patati et patata, au nom de tous les peuples colonisés par l'impérialisme français, dont l'Inde, qu'ils crèvent !

Chronique orwellienne ou quand la fiction devient réalité. Effrayant.

En Suède, la puce à la main - AFP 13.05

Un implant électronique inséré sous la peau pour remplacer clés, cartes de visite et billets de train: en Suède, c'est une réalité pour quelques milliers de téméraires (3.000 sur 10 millions d'habitants - ndlr), avides de nouveautés et indifférents aux potentiels dangers d'une intrusion technologique de ce type dans le corps humain.

Ulrika Celsing, 28 ans, fait partie des 3.000 adeptes en Suède, un pays de 10 millions d'habitants. Pour elle, finie la sempiternelle quête de ses clés dans son sac à main: pour entrer au bureau, elle fait simplement glisser sa main sur un petit boîtier, tape son code et la porte s'ouvre.

Depuis un an, elle est équipée d'une puce sous-cutanée qui remplace sa carte d'accès et lui permet aussi d'entrer dans son club de gym ou de prendre le train.

Sorte de porte-monnaie électronique, la puce peut aussi prendre en charge les billets de train de la société ferroviaire nationale SJ. Disponible depuis un an, ce service a convaincu quelque 130 utilisateurs: le voyageur réserve son billet en ligne et l'enregistre sur sa puce.

Quand son entreprise a organisé une manifestation où les employés pouvaient se faire implanter ce petit objet dans la main, Ulrika a "suivi le mouvement".

"C'était cool d'essayer quelque chose de nouveau. Et, dans le futur, voir comment on peut l'utiliser pour faciliter sa vie", dit-elle.

Hormis une vague douleur quand la seringue a inséré la puce dans sa main gauche, Ulrika n'a rien senti et utilise son implant presque quotidiennement, sans peur du piratage ou d'éventuelle surveillance.

"La technologie n'en est pas encore arrivée au point où on peut pirater ta puce", assure-t-elle. Mais "à l'avenir, peut-être faudra-t-il y réfléchir. Je peux toujours l'enlever..."

Pour Ben Libberton, microbiologiste, les dangers sont pourtant d'ores et déjà réels. L'implantation de la puce peut causer des "infections et (...) des réactions du système immunitaire", explique-t-il.

Et "le risque le plus important concerne les données: en ce moment, les données collectées et partagées par les implants sont peu nombreuses mais cela va probablement augmenter", assure le chercheur.

"Si un implant un jour peut détecter un problème médical chez son porteur, qui va être mis au courant et quand? Est-ce que les compagnies d'assurances vont obtenir des informations sur notre santé?", s'interroge-t-il.

Selon lui, "plus les données contenues dans un seul lieu - comme ça serait le cas avec un implant - sont nombreuses, plus le risque que ce soit utilisé contre nous est important".

Une crainte que Jowan Österlund, spécialiste de piercings et champion autoproclamé de l'implantation de puces, balaie. Au contraire, si on porte sur soi toutes ses données personnelles, cela nous permet de mieux contrôler leur utilisation, affirme-t-il, estimant qu'un usager est libre ou non d'utiliser sa puce.

Malgré les interrogations en suspens, l'expérience attire. "En Suède, les gens n'ont pas peur de la technologie et je dirais qu'il y a moins de résistance aux nouvelles technologies ici que dans la plupart des pays", affirme Ben Libberton, le microbiologiste.

Lors d'une "implant party" organisée par Jowan Österlund à Stockholm, Anders Brännfors, 59 ans et cheveux poivre et sel, détonne un peu parmi la majorité des curieux trentenaires tendance hipster.

Ravi d'être devenu une version 2.0 de lui-même, il n'a pourtant encore jamais utilisé sa puce plusieurs semaines après sa pose. AFP 13.05

No comment !

Quand l'AFP fait comme si...

Comme en France.

- Irak : abstention record pour les 1ères législatives post-EI - AFP 13 mai 2018 Les Irakiens ont infligé samedi un véritable désaveu à leur classe politique qu'ils jugent corrompue, en boudant les premières législatives organisées depuis la victoire sur le groupe Etat islamique (EI).

Pour ce scrutin qui doit permettre de décider si le Premier ministre Haider al-Abadi, parvenu en 2014 à son poste en vertu d'un accord tacite entre les Etats-Unis et l'Iran, restera aux manettes, seuls 44,52% des 25,5 millions d'inscrits se sont rendus aux urnes. AFP 13 mai 2018

Comme aux Etats-Unis

Les dictateurs sud-américains étaient les exécutants de Washington.

- Au Brésil, les dictateurs approuvaient personnellement les exécutions - AFP 13 mai 2018

L'exécution d'opposants à la dictature militaire au Brésil (1964-1985) émanait d'ordres venant directement du palais présidentiel et les Etats-Unis étaient au courant, révèle un rapport de la CIA qui a suscité de vives réactions dans un pays où les tortionnaires n'ont jamais été jugés... AFP 13 mai 2018

Et aux Etats-Unis ?

Instrumentalisation pour légitimer la barbarie sioniste.

- Eurovision : Israël l'emporte en surfant la vague #MeToo - 13 mai 2018

Israël a remporté pour la quatrième fois de son histoire le concours de l'Eurovision grâce à une chanson inspirée par l'esprit du mouvement d'émancipation des femmes #MeToo, plébiscitée par des millions de téléspectateurs à l'issue de la finale disputée samedi soir à Lisbonne.

- Israël ferme le point de passage de Kerem Shalom à la limite avec Gaza - Reuters 13 mai 2018

Les autorités israéliennes ont annoncé samedi la fermeture du point de passage de Kerem Shalom, à la frontière avec la bande de Gaza, endommagé la veille lors de manifestations palestiniennes. Reuters 13 mai 2018

Stratégie du chaos et de la guerre.

- Une personne tuée dans une attaque au couteau à Paris - euronews 13 mai 2018

L'agression a eu lieu dans le 11^e arrondissement, près de l'Opéra, en plein cœur de la capitale, dans un quartier de bars, restaurants et théâtres très fréquenté le samedi soir. L'homme, qui a été abattu par des policiers, a agressé au couteau cinq personnes... euronews 13 mai 2018

- Une famille de kamikazes attaque des églises en Indonésie, 13 morts - Reuters 13 mai 2018

- Birmanie: au moins 19 morts dans des combats avec des rebelles (armée) - AFP 13 mai 2018

- Attaque contre la ville afghane de Jalalabad, 15 morts - Reuters 13 mai 2018

Ils osent tout

- Benoît Hamon «Nous sommes la gauche puisque tous les autres ne le sont pas» - Liberation.fr 13.05

- François Bayrou exhorte Emmanuel Macron à être un "président juste" - L'Express.fr 13.05

- La justice italienne réhabilite Silvio Berlusconi - Liberation.fr 13 mai 2018

L'ancien chef du gouvernement italien, condamné en août 2013 à une peine d'inéligibilité pour fraude fiscale, peut donc à nouveau se présenter à des élections. Liberation.fr 13 mai 2018

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Italie

LVOG - Diplomatiquement correct.

- Gouvernement en Italie: accord des partis antisystème sur un programme et un 1er ministre - AFP 14 mai 2018

Luigi Di Maio et Matteo Salvini, chefs de file des partis antisystème, ont trouvé un accord sur un programme de gouvernement et un nom pour le poste de Premier ministre, ont annoncé dimanche soir les médias italiens en citant des sources des deux partis.

Luigi Di Maio, leader du Mouvement 5 Etoiles (M5S) "a passé un bref coup de téléphone au secrétaire général de la présidence (de la République italienne) pour annoncer qu'ils (lui et le chef de la Ligue Matteo Salvini, ndlr) sont prêts dès demain (lundi) à rendre compte de tout, y compris le nom du futur Premier ministre", a indiqué l'agence AGI.

Ce dernier devra être validé par le chef de l'Etat, qui pourrait annoncer sa nomination en début de la semaine.

Ce sera "un politique et non un technicien", a indiqué M. Di Maio à l'issue d'une deuxième journée de tractations, à Milan (nord), avec son homologue de la Ligue (extrême droite) Matteo Salvini et leurs principaux lieutenants.

Les deux hommes doivent se voir à nouveau lundi à Rome, avant d'être reçus au Quirinal, le palais présidentiel.

Un représentant du M5S, joint par l'AFP, a indiqué que Luigi Di Maio tenait à réserver la primeur des informations sur le programme avec la Ligue et le nom du chef du gouvernement au président Mattarella.

Selon les médias, le candidat pour diriger la troisième économie de la zone euro devrait être une "tierce personne" n'appartenant ni à la Ligue ni au M5S. Elle devra aussi faire autorité au plan international et être en mesure de rendre compatible avec Bruxelles la tonalité eurosceptique du futur exécutif. AFP 14 mai 2018

Irak:

- Elections en Irak: les anti-système en tête, le Premier ministre devancé - AFP 14 mai 2018

Les Irakiens ont marqué leur rejet de la classe politique en plaçant en tête des législatives deux listes anti-système, largement devant le Premier ministre Haider al-Abadi soutenu par la communauté internationale et qui était donné favori.

Ces deux mouvements, l'un emmené par le chef religieux populiste Moqtada Sadr et l'autre par le Hachd al-Chaabi, supplétif de l'armée proche de l'Iran, ont adopté dans le passé une rhétorique anti-américaine, même s'ils ont combattu aux côtés des forces de Washington contre le groupe Etat islamique (EI).

L'alliance inédite du leader chiite et des communistes sur un programme anti-corruption (La marche pour les réformes) arrive en tête dans six des 18 provinces, dont Bagdad, et en seconde position dans quatre autres.

L'Alliance de la Conquête, une liste d'anciens commandants et combattants du Hachd al-Chaabi prend la tête dans quatre provinces, dont la ville méridionale de Bassorah, et est en seconde position dans huit autres.

M. Abadi est devancé dans toutes les provinces à l'exception de celle de Ninive, dont le chef-lieu est Mossoul, l'ancienne "capitale" de l'EI où M. Abadi avait annoncé la "libération" en juillet 2017.

Pour ce premier scrutin après la victoire sur l'EI, 44,52% des inscrits ont voté selon la commission électorale, soit la participation la plus basse depuis la chute du régime de Saddam Hussein en 2003.

Dans un pays où les jeunes représentent 60% de la population, ils ont été les grands absents de ce scrutin. AFP 14 mai 2018

ECONOMIE

Russie

- Les Russes se verraient proposer l'or à la place du dollar - Sputnik 13.05.2018

Le ministère russe des Finances élabore des propositions concernant l'annulation de la TVA sur l'or d'investissement et espère que cette mesure incitera la population à renoncer progressivement à l'achat de dollars, d'après Alexandre Akhpolov, chef d'un des départements du ministère des Finances.

Les autorités russes pourraient prochainement autoriser l'achat de lingots d'or pur à 999,9‰ sans TVA ce qui en ferait un concurrent puissant du dollar sur le marché de l'épargne, a annoncé Alexandre Akhpolov, chef du département du contrôle monétaire du ministère russe des Finances, cité par les médias russes.

«Nous cherchons à régler ce problème [de la faible demande de l'or d'investissement en Russie, ndr] et nous avons déjà réfléchi à plusieurs solutions: créer un mécanisme spécial de vente de lingots d'or à la population ou bien annuler la TVA sur l'or d'investissement» dès 2018, a indiqué M.Akhpolov.

A l'heure actuelle, le taux de la TVA sur l'or d'investissement en Russie s'élève à 18%.

Selon le responsable, l'arrivée de l'or sans TVA sur le marché de l'épargne «contribuera à la baisse de la demande des devises étrangères parce que l'or constituera une alternative». Sputnik
13.05.2018